

Non Barbara, nous ne sommes pas antisémites.

Nous ne le sommes pas et nous ne le serons jamais.

Haïr, humilier, menacer ou discriminer une personne simplement parce qu'elle est juive nous est inconcevable. L'antisémitisme est un racisme meurtrier. Il a exclu, persécuté, déporté et assassiné. Il continue aujourd'hui de menacer des personnes juives, des familles, des enfants, des écoles et des synagogues.

Nous le combattons toujours. Nous combattons les insultes antisémites, les théories du complot, les stéréotypes et les violences, d'où qu'ils viennent, y compris lorsqu'ils apparaissent dans nos propres espaces politiques. Nous combattons l'antisémitisme comme nous combattons l'islamophobie, le racisme anti-Noir·es, l'antitsiganisme, la xénophobie et les LGBTphobies. Parce que notre antiracisme ne choisit pas ses victimes.

Barbara, nous ne vous reprochons pas d'être juive. Nous ne vous reprochons pas d'être lesbienne. Nous ne vous reprochons ni votre corps, ni votre apparence, ni votre manière d'exister dans l'espace public. Nous condamnons sans ambiguïté toutes les attaques antisémites, lesbophobes, misogynes ou grossophobes dont vous avez fait l'objet. Nous condamnons les insultes, les menaces et les violences.

La solidarité avec le peuple palestinien n'autorise personne à vous déshumaniser. Ces attaques ne sont pas les nôtres. Elles ne le seront jamais.

Mais nous sommes à bout.

À bout d'être traité·es d'antisémites chaque fois que nous prononçons le mot « Palestine ». À bout de devoir prouver que nous ne haïssons pas les personnes juives avant de pouvoir dénoncer le massacre des Palestinien·nes. À bout de voir nos paroles déformées, nos mobilisations criminalisées et notre antiracisme traîné dans

la boue. À bout de voir l'accusation d'antisémitisme utilisée comme une arme pour interrompre toute discussion sur la colonisation, l'apartheid et le génocide.

Cette accusation permanente doit cesser. Parce qu'elle est fausse. Parce qu'elle est injuste. Et parce qu'elle est dangereuse. Nous ne contestons pas ce que vous êtes. Nous contestons certains choix politiques que vous avez rendus publics. Votre soutien à une tribune défendant la proposition de loi portée par Caroline Yadan était un choix politique. Votre participation à un événement à Tel-Aviv était un choix politique. La manière dont vous répondez aujourd'hui aux militant·es qui dénoncent la normalisation d'Israël est également politique. Critiquer ces engagements ne revient pas à vous attaquer parce que vous êtes juive. Une personne juive n'est pas Israël. Israël ne représente pas toutes les personnes juives. Aucune personne juive ne devrait avoir à répondre des crimes du gouvernement israélien, à condamner Israël pour prouver son innocence ou à se justifier en permanence sur les actes d'un État. Ce serait une assignation antisémite.

Mais l'inverse est tout aussi vrai.

Être juive ne rend pas des choix politiques intouchables. Critiquer une personne parce qu'elle est juive est antisémite. Critiquer les positions qu'elle défend, les textes qu'elle signe ou les événements auxquels elle participe ne l'est pas. Cette distinction est simple. Pourtant, elle est constamment effacée. On mélange volontairement la haine des personnes juives, qui est un racisme, avec l'antisionisme, qui est une position politique. On mélange la critique d'un gouvernement avec l'attaque d'une religion. On mélange le boycott d'un État avec la persécution d'un peuple. On mélange la dénonciation du génocide avec l'antisémitisme. Ce mélange des concepts n'est pas une maladresse. Il produit un effet politique très concret : il rend la Palestine imprononçable. Il transforme chaque critique d'Israël en faute morale. Il oblige les défenseur·euses des Palestinien·nes à passer leur temps à se justifier au lieu de parler des victimes. Pendant que nous devons encore expliquer que nous ne haïssons pas les personnes juives, les Palestinien·nes sont tué·es, mutilé·es, affamé·es et déplacé·es. Pendant que le débat se concentre sur l'interruption d'un concert, des familles entières disparaissent sous les bombes. Pendant que l'on scrute chaque mot prononcé par la gauche, le génocide se poursuit.

Nous refusons ce déplacement du regard.

Nous refusons que l'émotion suscitée par quelques minutes de chaos efface l'anéantissement d'un peuple. Nous refusons que la souffrance d'une artiste soit utilisée pour rendre invisible celle de centaines de milliers de Palestinien·nes. Les deux événements ne sont pas équivalents. Une artiste a le droit d'être protégée contre les insultes, les menaces et les violences. Un peuple a le droit de ne pas être colonisé, enfermé, affamé, expulsé et exterminé. Rappeler cette disproportion n'est pas nier ce que vous avez vécu. C'est refuser que votre expérience serve à détourner les regards de Gaza. Nous savons que l'antisémitisme peut devenir antisémite. Il le devient lorsqu'il recycle les mythes du complot juif. Lorsqu'il rend toutes les personnes juives responsables des actes d'Israël. Lorsqu'il utilise le mot « sioniste » comme un simple substitut au mot « juif ». Lorsqu'il s'en prend à une personne en raison de son origine, de son nom ou de sa religion.

Nous combattons toujours ces dérives.

Mais dénoncer le sionisme comme doctrine politique n'est pas antisémite. Dénoncer la colonisation n'est pas antisémite. Dénoncer l'apartheid n'est pas antisémite. Dénoncer le génocide commis à Gaza n'est pas antisémite. Demander l'égalité des droits entre Palestinien·nes et Israélien·nes n'est pas antisémite. Exiger des sanctions contre un État qui viole le droit international n'est pas antisémite. Israël est un État. Son gouvernement prend des décisions. Son armée mène des opérations. Ses responsables doivent pouvoir être critiqué·es comme toutes les autres responsables politiques. Aucun État ne peut être placé au-dessus du droit international. Aucun gouvernement ne peut exiger que la dénonciation de ses crimes soit assimilée à la haine d'une population. Le mot « apartheid » n'est pas une insulte. Il désigne un système de domination, de séparation et de privation des droits imposé au peuple palestinien. Le mot « génocide » n'est pas une outrage inventée pour provoquer.

Il désigne la destruction organisée d'un groupe humain et de ses conditions d'existence.

Nous avons le droit de prononcer ces mots.

Nous avons même le devoir de les prononcer. Nous ne nous laisserons plus intimider. Nous ne nous excuserons plus d'appeler un génocide un génocide. Nous ne baisserons plus la voix pour dénoncer l'apartheid. Nous ne laisserons plus nos adversaires décider quels crimes nous avons le droit de nommer. Boycotter n'est pas faire disparaître une personne. Boycotter consiste à refuser de financer, de légitimer ou de normaliser ce que nous considérons comme une injustice. C'est une méthode historique d'action politique non violente, utilisée contre la ségrégation, la colonisation et l'apartheid. Demander le boycott d'artistes, d'entreprises ou d'institutions participant à la normalisation d'un État génocidaire est une position politique. On peut en discuter les critères. On peut en critiquer les méthodes. On doit vérifier les faits et corriger les erreurs. Mais on ne peut pas déclarer que tout boycott d'Israël serait automatiquement antisémite. Le boycott doit reposer sur des actes publics, des partenariats et des engagements vérifiables. Jamais sur une origine. Jamais sur une religion. Jamais sur une orientation sexuelle. Jamais sur un corps. Jamais sur une identité. Les personnalités non juives qui soutiennent les mêmes politiques doivent évidemment être interpellées selon les mêmes critères.

Notre exigence doit être universelle. Mais nous refusons que la moindre erreur, le moindre excès ou la moindre maladresse serve à condamner toute la gauche qui défend la Palestine.

Depuis des années, le même mécanisme se répète.

Une manifestation devient une menace. Un boycott devient une persécution. Un

slogan pour l'égalité devient un appel à la haine. Un drapeau palestinien devient suspect. La dénonciation du génocide devient antisémite. Et à la fin, nous ne parlons plus des Palestinien·nes. C'est cela, réduire une cause au silence. Non pas interdire officiellement de parler. Mais imposer un coût moral tellement violent à celles et ceux qui parlent que beaucoup finissent par se taire.

Nous refusons de nous taire. Nous refusons aussi que l'extrême droite puisse participer à ce procès permanent contre la gauche pro-palestinienne. L'extrême droite française ne devient pas antiraciste parce qu'elle soutient le gouvernement israélien. Elle ne devient pas l'amie des personnes juives parce qu'elle instrumentalise leur peur pour attaquer les musulman·es, les exilé·es et les militant·es anticolonialistes. Son soutien à Israël ne lave ni son histoire ni son présent. Il ne fait pas disparaître ses négationnistes, ses complotistes, ses obsessions identitaires, sa xénophobie et son projet de discrimination nationale.

Lorsque l'extrême droite nous accuse d'antisémitisme, elle ne protège pas les personnes juives. Elle se blanchit. Elle détourne l'attention de son propre héritage. Elle utilise les personnes juives comme un bouclier politique pour mieux attaquer les Arabes, les musulman·es et la gauche. Et lorsque des personnalités progressistes reprennent exactement les mêmes accusations, sans distinction ni précaution, elles font son jeu. Voilà pourquoi l'heure est grave. À force de tout confondre, on banalise l'antisémitisme réel. À force d'utiliser ce mot contre toute critique d'Israël, on affaiblit sa portée. À force de crier à l'antisémitisme devant chaque mobilisation pour la Palestine, on nourrit l'idée terrible que cette accusation ne serait plus qu'un outil politique. Dévoyer ce terme met les personnes juives en danger. Cela brouille la frontière entre la haine raciste et le désaccord politique. Cela permet aux véritables antisémites de se présenter comme des victimes. Cela détourne l'attention des réseaux néonazis, du négationnisme, du complotisme et des violences qui menacent réellement les personnes juives. Plus grave encore, assimiler systématiquement Israël aux personnes juives renforce l'amalgame antisémite que nous prétendons combattre.

Les personnes juives ne sont pas Israël. Les Palestinien·nes ne sont pas le Hamas.

Les musulman·es ne sont pas responsables des crimes commis au nom de leur religion. Personne ne doit être rendu·e coupable par naissance, par origine ou par religion. C'est cela, notre antiracisme. Non Barbara, nous ne sommes pas antisémites. Nous ne voulons ni vous humilier, ni vous déshumaniser, ni vous faire disparaître. Nous voulons que vous puissiez vivre et créer sans subir d'insultes, de menaces ou de violences. Mais nous revendiquons le droit de critiquer vos positions politiques. Nous revendiquons le droit de dénoncer la normalisation d'un État qui colonise, impose l'apartheid et commet un génocide. Nous revendiquons le droit d'appeler au boycott selon des critères politiques clairs et universels.

Nous voulons protéger les personnes juives sans abandonner les Palestinien·nes. Nous voulons défendre les Palestinien·nes sans exposer les personnes juives. Nous voulons combattre l'antisémitisme sans transformer Israël en État au-dessus de toute critique. Nous voulons combattre la colonisation, l'apartheid et le génocide sans jamais transformer les personnes juives en ennemies. La situation de notre pays est trop grave pour les amalgames. La situation en Israël et en Palestine est trop grave pour les manipulations. L'antisémitisme est trop grave pour être instrumentalisé. L'apartheid est trop grave pour être normalisé. Le génocide est trop grave pour être réduit au silence. Nous ne choisirons jamais entre la sécurité des personnes juives et la liberté du peuple palestinien.

Nous défendrons les deux. Et nous ne nous tairons plus.

Cette tribune doit devenir collective

Nous refusons de laisser l'extrême droite et les défenseur·euses inconditionnel·les du gouvernement israélien confisquer la lutte contre l'antisémitisme pour réduire la Palestine au silence. Nous appelons toutes les personnalités politiques, artistes, journalistes, intellectuel·les, militant·es, associations et citoyen·nes qui partagent ce refus à signer cette tribune.

Signez-la. Faites-la circuler. Transmettez-la à vos réseaux, à vos organisations et aux médias. Publiez-la massivement sur les réseaux sociaux. Plus nous serons nombreux·ses à la porter, moins il sera possible de nous isoler, de nous diffamer et de nous faire taire.

Contre l'antisémitisme. Contre l'apartheid. Contre le génocide. Pour la liberté du peuple palestinien.

Signez. Partagez. Ne les laissez plus imposer leur silence.